



**RÉGION ACADÉMIQUE
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

2025RANA038

**Installation et location de containers de stockage et
de bureaux modulaires sur le site de la Direction des
Services Départementaux de l'Education Nationale
du Lot et Garonne à AGEN – DSDEN47 -**

Date et heure limites de réception des offres :
















11 décembre 2025 à 16h00

Une visite obligatoire des lieux est organisée selon l'article 2.7 du présent document.

RECTORAT DE REGION ACADEMIQUE DE NOUVELLE AQUITAINE

5, Rue Joseph de Carayon Latour
CS 81499
33060 BORDEAUX CEDEX

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	Acheteur	Région académique de la Nouvelle Aquitaine
	Objet	Installation et location de containers de stockage et de bureaux modulaires sur le site de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Lot et Garonne à AGEN – DSDEN47 -
	Nombre de lots	Lot unique
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande
	Durée/ délai	L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 24 mois. Les délais d'exécution seront précisés dans les bons de commande
	Mode de passation / procédure	Appel d'offres ouvert
	Négociation	Sans
	Profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr
	Demande de renseignements	Via le profil acheteur au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.
	Délai de validité des offres	4 mois
	Forme de groupement	Forme du groupement non imposée mais avec mandataire solidaire
	Visite sur site	La visite du site est obligatoire
	Variantes	Aucune variante exigée n'est prévue. La présentation de variante libre est autorisée.
	Prestations supplémentaires éventuelles	Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.
	Développement durable	Le marché comporte des clauses environnementales.

SOMMAIRE

Table des matières

Table des matières	3
1. Objet et étendue de la consultation	4
1.1. Objet	4
1.2. Mode de passation	4
1.3. Type et forme de contrat.....	4
1.4. Décomposition de la consultation	4
1.5. Nomenclature	4
2. Conditions de la consultation.....	4
2.1. Délai de validité des offres.....	4
2.2. Forme juridique du groupement.....	4
2.3. Variantes	5
2.3.1. Variantes libres	5
2.3.2. Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur	5
2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles	5
2.4. Marchés réservés	5
2.5. Développement durable.....	5
2.6. Confidentialité et mesures de sécurité	5
2.7. Visite des lieux	5
3. Conditions relatives au contrat	6
3.1. Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4. Contenu du dossier de consultation	6
5. Présentation des candidatures et des offres	6
5.1. Documents à produire - candidature	7
5.2. Documents à produire -offre	7
6. Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1. Transmission électronique.....	8
6.2. Transmission sous support papier.....	9
7. Examen des candidatures et des offres	10
7.1. Sélection des candidatures.....	10
7.2. Attribution des marchés	10
7.3. Suite à donner à la consultation	11
8. Renseignements complémentaires	11
8.1. Renseignement supplémentaires et points de contact.....	11
8.2. Procédures de recours	11

1. Objet et étendue de la consultation

1.1. *Objet*

La présente consultation concerne l'installation et la location d'un ensemble modulaire, à usage de stockage, de bureaux et de salles de réunions pour les agents de la DSDEN47, pendant les travaux de réhabilitation du site. Ces prestations comprennent leur transport, leur installation, leur location, maintenance et leur enlèvement.

Lieux d'exécution des prestations : 23, rue Roland Goumy 47000 Agen.

1.2. *Mode de passation*

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

1.3. *Type et forme de contrat*

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu sans minimum et avec un maximum de 170 000 € HT.

Il est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.4. *Décomposition de la consultation*

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché pour la raison suivante : l'allotissement risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.5. *Nomenclature*

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
44211100	Bâtiments modulaires préfabriqués	45223800		

2. Conditions de la consultation

2.1. *Délai de validité des offres*

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2. *Forme juridique du groupement*

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.



Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Le mode d'emploi de ce service est disponible à l'adresse suivante :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

2.3. Variantes

2.3.1. Variantes libres

- Les variantes libres sont autorisées sous réserve de respecter les performances techniques minimales du CCTP. Le nombre de variante est limité à 2.
 - L'entreprise souhaitant proposer une variante libre devra toutefois obligatoirement répondre à la solution de base décrite dans le DCE, et établir un tableau précisant l'étendue et les caractéristiques des variantes proposées, comparatif avec les dispositions du CCTP.
- Les variantes ne correspondant pas à ces critères seront jugées irrégulières et éliminées.

2.3.2. Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur

Le marché ne comporte aucune variante imposée par l'acheteur.

2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

2.4. Marchés réservés

Sans objet

2.5. Développement durable

Protection de l'environnement :

Il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental conformément aux dispositions du CCAP.

Le présent marché public comprend un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

Conditions d'exécution à caractère social :

Sans objet.

2.6. Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Ces obligations ne prennent pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

2.7. Visite des lieux

Une **visite obligatoire du site est organisée** – rendez-vous à l'entrée du site de la DSDEN47 23, rue Roland Goumy à Agen.

2 créneaux de visite sont proposés :

- Le 14 novembre 2025 à 10h ;
- Le 18 novembre 2025 à 10h.

Aucun compte rendu ne sera établi à l'issue de cette visite.

Si lors de la visite, le soumissionnaire a des questions, il devra obligatoirement les poser via la plateforme de dématérialisation. À l'issue de cette visite obligatoire, chaque entreprise signera un registre de visite. Il ne sera pas délivré d'attestation de passage.

L'acheteur se réserve la possibilité d'organiser une visite complémentaire sur demande d'un ou plusieurs candidats.

3. Conditions relatives au contrat

3.1. *Durée du contrat ou délai d'exécution*

La durée du contrat est fixée au CCAP.

3.2. *Modalités essentielles de financement et de paiement*

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4. Contenu du dossier de consultation



Vérifiez bien que vous disposez de l'ensemble des éléments du DCE et privilégiez le téléchargement complet du DCE : ces documents vous sont nécessaires pour préparer correctement votre réponse.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation ;
- Le cahier des clauses administratives particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses 2 annexes (implantation et répartition des espaces) ;
- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et la fiche de simulation ;
- Le cadre de mémoire technique à compléter.

Les documents de la consultation sont disponibles sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.



Pourquoi s'identifier sur la plateforme lorsque vous téléchargez le dossier de consultation ?

Indiquer une adresse de courriel vous permet d'être tenu informé automatiquement des reports de délai, modifications et des précisions éventuellement apportées au marché en cours de consultation.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5. Présentation des candidatures et des offres

L'acheteur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

5.1. Documents à produire - candidature

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit :

- le document unique de marché européen (DUME) – procédure recommandée
- les formulaires DC1 – lettre de candidature et DC2 - déclaration du candidat, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 10 du Code de la Commande Publique	Oui
Le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Que vous utilisiez le DUME ou les DC1 et DC2, portez les informations demandées ci-dessous dans les formulaires, et ajouter dans votre dossier de réponse les pièces justificatives éventuelles.

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Que vous utilisiez le DUME ou les DC1 et DC2, portez les informations demandées ci-dessous dans les formulaires, si nécessaire, remettre les pièces justificatives éventuelles en plus de ces formulaires.

Libellés	Niveau	Signature
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Sans	Non
Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	Sans	non

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Chacun des certificats précités pourra donc faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur Etat d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.2. Documents à produire -offre

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui (préconisée)
Le bordereau des prix (en PDF et Excel)	Non
La fiche de simulation des prestations (en PDF et Excel)	Non
Le cadre de mémoire technique dûment complété avec ses annexes	Non
L'annexe 2 au CCTP complétée sur la répartition des espaces	Non
Un relevé d'identité bancaire	Non
Les déclarations de sous-traitance nécessaires le cas échéant	Oui (préconisée)

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1. Transmission électronique



Vous n'avez pas l'habitude des marchés publics ? ou vous avez des questions sur la réponse en ligne ? Trouvez les réponses à vos interrogations dans le [guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics](#).

La transmission des plis ne peut se faire que par voie électronique, sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les copies de sauvegarde pourront être remises selon deux possibilités :

- par remise en main propre contre récépissé à l'adresse suivante :
RECTORAT DE REGION ACADEMIQUE DE NOUVELLE AQUITAINE – SRA-AE
Immeuble Tour de Sèze – 3, Terrasse du Front du médoc – 33060 BORDEAUX
- ou par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :
RECTORAT DE REGION ACADEMIQUE DE NOUVELLE AQUITAINE
SRA AE : Service régional académique achat de l'état
5, Rue Joseph de Carayon Latour
CS 81499

Cette copie doit être placée sous un pli scellé comportant la mention lisible :

« NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »
« 2025RANA038 – Modulaires DSDEN47 – COPIE DE SAUVEGARDE ».

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature de l'acte d'engagement au stade de la remise des offres est préconisée. Elle ne sera exigée que pour l'attributaire du marché, celle-ci pourra prendre la forme d'une signature électronique ou de la copie scannée de l'acte d'engagement signé manuellement.

Dans le cas d'une signature électronique, elle devra être individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié ou une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

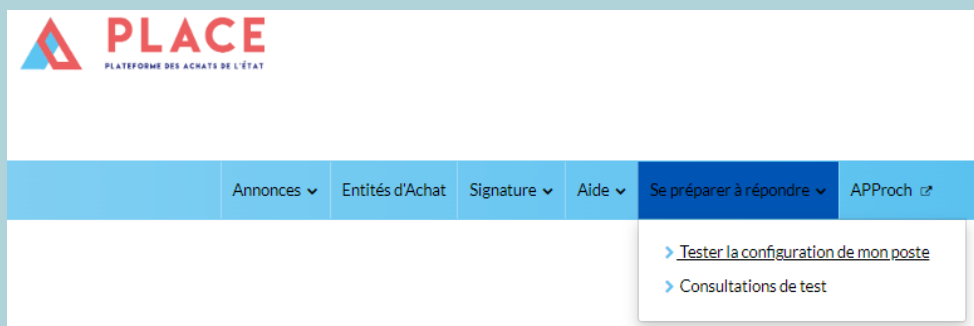
Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Vous ignorez comment déposer une candidature ou une offre sur notre profil d'acheteur ? Reportez-vous à la documentation du profil d'acheteur téléchargeable sur le site – [onglet Aide/guide d'utilisation](#)

Astuce

La plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> met à disposition un test de configuration de votre poste. Il reste toutefois recommandé de s'assurer, par un test complet de remise des offres, que votre poste informatique est bien configuré et que vous maîtrisez le mode opératoire. Des consultations de test sont disponibles à cette fin pour y accéder, (voir l'encadré ci-après).



Il est également recommandé de ne pas déposer son pli électronique dans les dernières minutes. Il convient en effet de prendre en compte le temps de téléchargement qui est variable selon la qualité de votre liaison Internet.

6.2. Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7. Examen des candidatures et des offres

7.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2. Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations apprécié au vu du montant de la simulation	60%
2-Valeur technique de l'offre appréciée au vu du cadre de mémoire technique complété par le candidat	30%
2-1 – Pertinence et qualité de l'aménagement proposé	20%
2-2 – Cohérence du planning d'exécution proposé pour la mise en fonctionnement des modulaires avec les moyens humains et techniques mis en œuvre pour assurer l'installation	10%
3- Qualité de la proposition environnementale pour la réalisation des prestations	10%

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Système de notation des offres

Notation critère prix :

L'offre la plus basse obtient la note de 10.

Soit M_{basse} le montant de l'offre la plus basse

Soit M_n le montant de l'offre à noter

Note sur 10 de l'offre à noter = $20 - (10 \times M_n / M_{basse})$

Un rapport de 1 à 2 est donc toléré.

Si le résultat est négatif, la note de 0 sera attribuée.

Les notes obtenues via cette formule seront ensuite multipliées par le coefficient de pondération fixé.

Fourchette notation autres critères

La proposition sera notée selon la fourchette de notation suivante :

Note entre 8 et 10 - La proposition répond de manière très satisfaisante à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat

Note entre 6 et 7,9 - La proposition répond de manière satisfaisante aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat

Note entre 4 et 5,9 - La proposition répond moyennement aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat

Note entre 2 et 3,9 - La proposition répond de manière lacunaire à certaines exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat

Note entre 0 et 1,9 - La proposition répond insuffisamment par manque d'éléments d'appréciation aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser le contrat.
Les notes obtenues sur 10 seront ensuite multipliées par le coefficient de pondération fixé.

7.3. Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les documents listés ci-dessous :

- La délégation de pouvoir de la personne habilitée à engager la société.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres en précisant les conditions de cette habilitation.
- les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.



Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations. N'hésitez pas à y recourir pour accélérer l'attribution des marchés

8. Renseignements complémentaires

8.1. Renseignement supplémentaires et points de contact

Des questions ? Un seul endroit pour les poser : directement sur la consultation sur le profil acheteur www.marchespublics.gouv.fr (accéder à la consultation/tout en bas, onglet question/poser une question)



Si vous avez plusieurs questions, n'hésitez pas à les déposer en une seule fois, en les regroupant dans un fichier word, excel ou pdf et en les déposant via le lien ci-après :

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal administratif de Bordeaux
9 Rue Tastet - CS 21490
33063 BORDEAUX

Tél : +33 556993800 - Télécopie : +33 556243903 - Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr .

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal administratif de Bordeaux
9 Rue Tastet - CS 21490
33063 BORDEAUX

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
CCIRA de Bordeaux
DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C
11 avenue Pierre Mendès France Immeuble Le Pôle
33700 MERIGNAC
Tél : 0555122047 - Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr